



Mapping de l'engagement de la diaspora **BURUNDI**

Faits et chiffres

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections
nationales pour les citoyens
résidant à l'étranger²



Transferts



% des transferts de fonds dans le
produit intérieur brut total : **7.69%**
Transferts de fonds (en millions de
dollars US) : **236.89**

Vote depuis l'étranger³:

Dans les ambassades/consulats



Avertissement

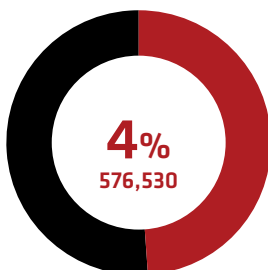
Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'UNDESA (2024) et les envois de fonds de la Banque mondiale (2024).

Émigration

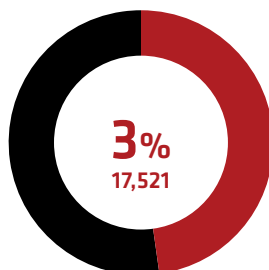
% d'émigrants dans
la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 49.9%
♀ 50.1%



♂ 47.8%
♀ 52.2%

Principaux pays de destination



Tanzanie	241,069
Rwanda	130,912
République démocratique du Congo	67,352
Ouganda	42,181
Canada	16,563

¹ Article 21 Loi no. 1-013 du 18 juillet 2000 portant réforme du Code de la nationalité: <https://www.refworld.org/docid/452d01c94.html>

² Loi Organique n°1/11 du 20 Mai 2019 portant modification de la Loi n°1/20 du 13 Juin 2014 portant Code Electoral : <http://www.droit-afrique.com/uploads/Burundi-Code-2019-electoral.pdf>

³ Source : Rapport d'autoévaluation de l'engagement des diasporas de l'UA (2019) <https://www.giz.de/de/downloads/2019%20Diaspora%20Engagement%20Self%20Assessment%20Report%20ENG.pdf>. En raison de l'épidémie du Covid-19, la diaspora ne pourra pas voter à distance lors des élections de mai 2020 : <https://www.dw.com/fr/pr%C3%A9sidentielle-au-burundi-pas-de-vote-pour-la-diaspora/a-53201033>

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2011** ● **Vision 2025** est la stratégie nationale de développement du Burundi. Elle ne fait pas explicitement référence à la diaspora burundaise, mais précise que “le règlement des conflits fonciers fera l’objet d’une attention toute particulière car il constitue l’une des sources des conflits sociaux consécutifs au *retour des réfugiés et des personnes déplacées*. (italique de l’éditeur).⁴
- 2013** ● **La politique migratoire nationale** vise à fournir un cadre pour le retour des réfugiés burundais (et par conséquent, de la diaspora) afin de faciliter leur réintégration dans la vie sociale et économique du pays.⁵
- 2015** ● **Projet de politique de la diaspora.** Dans le cadre du programme MIEUX financé par l’Union européenne, l’ICMPD a aidé le gouvernement du Burundi à élaborer une politique nationale de la diaspora en 2015. Ce projet politique contient des objectifs stratégiques clés visant à améliorer la communication et la coordination avec les groupes de la diaspora, et à reconnaître l’impact potentiel des contributions économiques et sociales de la diaspora pour le développement du pays. Le gouvernement a élaboré une stratégie sectorielle pour la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de diaspora. En 2022, le gouvernement a également élaboré une stratégie sectorielle pour la mise en oeuvre de la politique nationale en matière de diaspora.⁶ En juillet 2025, le Ministère des Affaires étrangères a organisé un atelier technique de validation d’une version révisée de la Politique nationale de la diaspora et de sa stratégie de mise en oeuvre. La politique révisée vise à renforcer la coordination avec les Burundais vivant à l’étranger et à mieux canaliser les contributions de la diaspora au développement, en cohérence avec la Vision Burundi 2040–2060.
- 2018** ● **Projet de politique de mobilité de la main-d’œuvre** - Fin 2018, le Burundi a également entamé le processus d’élaboration d’un projet de politique de mobilité de la main-d’œuvre, bien qu’il ne soit pas clair quand celui-ci sera rendu public.⁷ En avril 2019, le ministère de la fonction publique, du travail et de l’emploi a lancé le projet “développement de la politique nationale sur la migration de la main-d’œuvre au Burundi” afin de renforcer la réglementation concernant la main-d’œuvre migrante, y compris la conclusion d’accords bilatéraux avec les États du Golfe.⁸ La politique “réglementera la circulation de la main-d’œuvre qui va à l’étranger mais aussi des Burundais qui sont déjà à l’étranger”. On ne sait pas si le projet de politique de mobilité du travail a été réalisé. Cependant, en 2021, le gouvernement a signé avec l’OIT un programme national de travail décent pour la période 2020-2023.⁹
- 2022** ● **Ordonnance ministérielle portant détermination des mesures d’exonération des effets personnels des membres de la diaspora burundaise.** Cette ordonnance prévoit l’exonération des taxes sur les effets personnels des membres de la diaspora qui décident de rentrer définitivement dans le pays.¹⁰

4 Voir p.53, https://www.undp.org/content/dam/burundi/docs/publications/UNDP-bi-vision-burundi-2025_complete_EN.pdf

5 <http://www.burundi.gov.bi/spip.php?article661>

6 <https://www.mae.gov.bi/en/strategic-relations-between-the-government-of-burundi-and-the-diaspora-are-normalizing/>

7 <http://www.rtnb.bi/fr/art.php?idapi=2/4/130>

8 <http://www.ministereftss.gov.bi/?q=content/atelier-de-lancement-du-projet-%C2%AB-developpement-de-la-politique-nationale-de-la-migration-de>

9 http://wcm3sq3.ilo.org/africa/media-centre/pr/WCMS_776533/lang--en/index.htm

10 <https://www.mae.gov.bi/wp-content/uploads/2022/03/ORDONNANCE.pdf>



Pratiques

Explorez plus de 520 pratiques par pays, ODD ou secteur d'engagement dans la [base de données interactive](#) !



Semaine de la diaspora

La Semaine de la diaspora est un événement annuel multipartite organisé par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, avec le soutien de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elle vise à promouvoir le transfert de compétences, les opportunités d'investissement et le réseautage entre les principaux acteurs burundais, à travers des échanges sur les opportunités économiques, les politiques migratoires nationales et régionales ainsi que les politiques relatives à la diaspora. Ces discussions contribuent à alimenter et à faire évoluer les cadres politiques existants, notamment la politique nationale de migration et la politique nationale de la diaspora.

Modernisation du système de transfert d'argent domestique Rungika

L'Union postale universelle (UPU) et le service postal national du Burundi (RNP) ont travaillé en partenariat avec l'OIM et la RIA Money Transfer pour améliorer le système de transfert d'argent domestique Rungika, permettant de collecter les transferts de fonds via le réseau postal national de 144 bureaux. Son corridor international, géré en partenariat avec RIA Money Transfer, a été lancé en 2017 et vise à tirer parti des services de transfert d'argent nationaux existants. Le projet Rungika vise à soutenir l'éducation financière, l'inclusion et la communication entre les communautés rurales du Burundi par l'intermédiaire d'un réseau de 144 agences Rungika nationales. En novembre 2018, le RNP a reçu près de 20 000 dépôts, pour un total de 1 238 284 150 francs burundais (environ 695 400 dollars américains).¹¹

Migration pour le développement en Afrique (MIDA)

Le programme MIDA géré par l'OIM est actif au Burundi depuis 2001, et a pour objectif principal d'engager les membres hautement qualifiés de la diaspora pour des périodes de retour à court terme pour le renforcement des capacités. Le programme se concentre sur la diaspora en Europe et en particulier en Belgique, avec des projets actifs dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement rural.

La diaspora s'attaque au chômage des jeunes

Programme de formation professionnelle et de mentorat de l'OIM. Grâce à son programme d'éducation professionnelle et de mentorat, l'OIM a mis en relation de jeunes participants avec des membres de la diaspora via une plateforme en ligne, sur laquelle les mentors issus de la diaspora ont offert des conseils, des retours, des orientations et des opportunités à plus de 200 jeunes. Certains mentors de la diaspora se sont également rendus physiquement au Burundi pour soutenir leurs mentorés.

Amélioration de l'accès aux soins de santé maternelle en milieu rural au Burundi



Soutenu par l'EUDiF dans le cadre des subventions Diaspora for Development (D4D), ce projet est mis en œuvre par Stichting Microprojects en partenariat avec des établissements de santé locaux. L'initiative vise à renforcer les services de santé maternelle dans trois hôpitaux ruraux (Bururi, CONDI et Nyagihotora) grâce à la fourniture d'équipements médicaux, à des formations spécialisées et à un appui technique. En mobilisant l'expertise et les ressources de la diaspora, le projet améliore l'accès au diagnostic prénatal et à

¹¹ <https://www.iom.int/news/iom-partners-improve-international-money-transfer-service-burundian-diaspora-rural-communities>

des soins prénatals de qualité à proximité des patientes, réduisant ainsi la nécessité de transferts vers des structures éloignées et contribuant à la prévention de la mortalité maternelle et de l'orphelinage.

Programme d'employabilité des jeunes et de mentorat de la diaspora

Dans le cadre d'un projet financé par le Groupe de la Banque africaine de développement, l'OIM a mis en œuvre en 2023 une initiative visant à améliorer l'employabilité des jeunes au Burundi tout en mobilisant l'expertise de la diaspora burundaise. Le programme visait à lutter contre le chômage des jeunes en renforçant les liens entre les jeunes demandeurs d'emploi, la diaspora et les acteurs du secteur privé. Dans le cadre de cette initiative, l'OIM a mené une étude identifiant les lacunes en matière de compétences et les opportunités d'emploi à Bujumbura et dans la province de Gitega, mettant en évidence des secteurs tels que la mécanique, les technologies de l'information et de la communication, l'agro-industrie et la couture. Sur la base de ces résultats, plus de 450 jeunes Burundais ont été inscrits à deux programmes : l'un permettant à plus de 200 diplômés d'effectuer des stages au sein d'entreprises du secteur privé, et l'autre offrant une formation technique et professionnelle à 250 jeunes, combinée à un accompagnement par mentorat assuré par des membres de la diaspora burundaise. Le programme a été mis en œuvre en partenariat avec le ministère burundais chargé de la Communauté d'Afrique de l'Est, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture, ainsi que le ministère des Affaires étrangères.

» Observations

Les sections « observations » et « obstacles » contiennent des informations complémentaires sur le contexte d'engagement de la diaspora qui ne s'inscrivent pas directement dans les autres sections. Elles reposent sur un mélange de revue de la littérature et de commentaires des auteurs. De nouvelles informations y sont intégrées lors des mises à jour annuelles. Les lecteurs sont invités à vérifier la pertinence des informations au moment de la lecture, dans la mesure où le contexte peut avoir évolué.

La diaspora burundaise s'est engagée dans des activités de développement et de plaidoyer au Burundi pendant toute la durée de son exil, mais après 2005, lorsque le conflit a officiellement pris fin, son rôle a changé, passant d'acteur politique à acteur potentiel dans les efforts de construction et de reconstruction de la nation.¹²

Avec l'adoption de la Politique Migratoire Nationale et la création du Conseil de la Diaspora Burundaise en 2013, le gouvernement a cherché à mettre en place une politique multisectorielle équilibrée et pertinente pour guider ses décisions et actions dans le domaine de la gestion des migrations.¹³

Le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale a renforcé les structures institutionnelles et politiques existantes chargées du dialogue, de la gestion et de la mobilisation de la diaspora.¹⁴ Ces structures comprennent un portail web dédié et l'organisation d'une semaine annuelle de la diaspora pour encourager le retour et la participation de la diaspora burundaise au développement du pays.¹⁵

12 Fransen, S et Siegel, M (2011), *The Development of Diaspora Engagement Policies in Burundi and Rwanda*, UNU-MERIT Working Paper Series, disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/254405877_The_Development_of_Diaspora_Engagement_Policies_in_Burundi_and_Rwanda.

13 Ibid.

14 <http://ambassadeduburundi.ca/wp-content/uploads/2016/06/Imprim%C3%A9-de-la-Politique-Nationale-de-la-Diaspora.pdf> ; voir également Dick, E. et Schraven B (2018), "Regional Migration Governance in Africa and Beyond - A Framework of Analysis", Institut allemand de développement, disponible à l'adresse suivante : https://www.die-gdi.de/uploads/media/DP_9.2018.pdf

15 Voir <https://mae.gov.bi/diaspora/> pour plus d'informations.

Actuellement, le gouvernement burundais peut s'appuyer sur les ressources et les compétences d'une partie de la diaspora qui est très engagée et mobilisée pour soutenir les efforts de reconstruction nationale et de réconciliation. La diaspora burundaise dans son ensemble a beaucoup à offrir, tant en termes de soutien monétaire que de transfert de connaissances et de compétences, car nombre de ses membres sont hautement qualifiés et spécialisés dans les domaines de la santé et de l'éducation.¹⁶

Diaspora – Vision 2040 et 2060. Le gouvernement burundais a défini une vision claire : devenir un pays émergent d'ici 2040 et développé d'ici 2060, où la diaspora est considérée comme un partenaire stratégique. Cette vision met l'accent sur la diplomatie économique et encourage les membres de la diaspora à contribuer par le biais d'investissements, de transferts de connaissances et d'activités de plaidoyer.

Obstacles



- **Le manque de confiance** au sein de la diaspora burundaise en raison du conflit ethnique continue d'être un obstacle à l'engagement de la diaspora au Burundi. Il y a également une méfiance à l'égard de l'ingérence politique de la diaspora, en particulier l'activisme contre le président actuel qui a cherché à prolonger son mandat en 2015.
- **Manque de ressources.** La Direction de la diaspora a été créée il y a plus de dix ans par le ministère des affaires étrangères du Burundi pour fournir un organe gouvernemental dédié aux questions de migration et de développement. Cependant, la direction manque de capacité pour être efficace, restant en grave sous-effectif et manquant de ressources.
- **Le coût élevé des transferts de fonds** constitue un autre obstacle. Il est nécessaire que le gouvernement burundais explore les possibilités d'amélioration des canaux de transfert de fonds. Investir dans la réduction des coûts et l'amélioration de la sécurité permettra de créer une concurrence sur le marché des transferts de fonds, ce qui, à son tour, stimulera et facilitera les flux d'envois de fonds.

16 Ratha, D. & Xu, Z. (2008). Migration and Remittances Factbook 2008. Washington, D. C. : Banque mondiale.

Annexe: Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de l'engagement des diasporas à travers le monde grâce à la [typologie de plus de 520 institutions](#)

Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

Le Burundi est membre de l'Union africaine et désigne un point focal de la diaspora pour représenter le Burundi dans le cadre des réunions continentales de la Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (UA CIDO).

Le Burundi est également membre du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

<https://www.comesa.int/>

<https://www.eac.int/>

<http://www.ceeac-eccas.org/>

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des affaires étrangères (également appelé ministère des relations extérieures et de la coopération internationale)

En plus des affaires étrangères, le ministère des relations extérieures et de la coopération internationale est le principal ministère chargé de l'engagement des diasporas.

Ministère de la solidarité nationale, du rapatriement des réfugiés et de la réinsertion sociale

Ce ministère est responsable de la réintégration des réfugiés et des rapatriés de la diaspora.

Ministère du travail et de la fonction publique

Le programme MIDA (Migration pour le développement en Afrique) mis en place par l'OIM était géré localement par le ministère du travail.

Ministère de la sécurité publique

Le ministère de la sécurité publique du Burundi s'est vu confier la responsabilité exclusive de traiter les questions de gestion des migrations et d'élaborer la politique de migration et d'implication de la diaspora.

- Au niveau sous-ministériel

Direction de la diaspora

La direction fait partie du ministère des affaires étrangères et est responsable de l'engagement de la diaspora et de la fourniture de services externes à la diaspora.

Organisations de la diaspora en Europe

Association de Réflexion et d'Information (ARIB)

Belgique 1995

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora, consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence](#) »



L'ARIB est une association à but non lucratif qui a pour mission de partager des informations sur le Burundi afin de : promouvoir les valeurs positives burundaises et universelles ; défendre les droits et libertés des citoyens ; établir une culture démocratique ; et instaurer un État de droit assurant l'égalité de tous devant la loi. Ils mènent des activités de lobbying et de plaidoyer en Europe et au Burundi.

Burundi Solidarité Internationale

☑ Activités de développement

Le BSI est un réseau de Burundais. Sa mission est "l'avènement d'un Burundi caractérisé par une bonne gouvernance, politiquement pacifié, socialement unifié et économiquement prospère". Ses objectifs comprennent la mobilisation des compétences et des ressources de la diaspora pour le développement et la consolidation de la paix.

Femmes burundaises pour la paix et le développement Pays-Bas 2001

☑ Activités de développement

L'organisation mène des activités d'éducation et de consolidation de la paix au Burundi.

Le Forum de la Diaspora Burundaise (FODIB) France, Norvège, Suède, Royaume-Uni 2015

☑ Activités de développement

Le siège de la FODIB est à Paris. Il est apolitique et vise des actions de solidarité entre Burundais de la diaspora et des actions humanitaires au Burundi.

Fondation Izere Pays-Bas

☑ Activités de développement

La Fondation Izere s'efforce de contribuer au processus de paix et de reconstruction au Burundi, et concentre son travail sur le renforcement des capacités et les investissements sociaux. Elle organise également des missions exploratoires au Burundi pour tester la faisabilité des projets et des investissements.

Diaspora burundaise en Allemagne (BDD e.V) Allemagne

Œuvre pour la compréhension internationale, l'échange interculturel et l'intégration des Burundais en Allemagne. L'association organise des événements culturels, des ateliers et soutient des projets de développement au Burundi.

Communauté burundaise de Belgique (CBB) Belgique

Favorise la visibilité des Burundais en Belgique et soutient la coopération au développement ainsi que la promotion culturelle.

Diaspora burundaise au Danemark (DBD) Danemark 2010

Fait la promotion de la culture burundaise et collecte des fonds pour les enfants défavorisés du Burundi à travers des événements culturels, des discussions artistiques et des activités de levée de fonds.

Stichting Microprojects Pays-Bas

Stichting Microprojects soutient des initiatives de développement local dans de nombreux pays, notamment au Burundi. Grâce à des partenariats avec des acteurs locaux, l'organisation met en œuvre des projets à petite échelle qui répondent aux besoins des communautés vulnérables, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des moyens de subsistance. Ses activités combinent soutien financier, conseils techniques, mise en réseau et sensibilisation, dans le but de renforcer le développement durable et d'améliorer l'accès aux services de base au Burundi.

Recherche originale :
AFFORD (2020)
Révision et mise à jour :
EUDiF (2026)



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

